

QUESTION ÉCRITE E-1987/03

posée par Piia-Noora Kauppi (PPE-DE) et Per-Arne Arvidsson (PPE-DE)  
à la Commission

Objet: Principes de sûreté nucléaire appliqués aux pays candidats à l'adhésion

La proposition de directive du Conseil définissant les obligations de base et les principes généraux dans le domaine de la sûreté des installations nucléaires (COM(2003) 32 final) prévoit des normes communes de sûreté et des mécanismes de vérification visant à garantir le respect de méthodes et de critères communs en matière de sûreté nucléaire dans les États membres de l'Union élargie. Cette directive se fonde sur la Convention sur la sûreté nucléaire conclue sous l'égide de l'AIEA et fixe un cadre juridique précis pour la mise en place d'un système de sûreté nucléaire.

Eu égard à la prochaine harmonisation des règles et des pratiques de sûreté dans le contexte du système de sécurité de l'AIEA, et compte tenu de l'avis du Parlement européen, tel qu'exprimé dans sa résolution de juin 2002 sur le processus d'adhésion, concernant l'approche sans préjugés à adopter à l'égard de l'avenir des unités 3 et 4 de la centrale de Kozloduy en Bulgarie, ainsi que des observations et des recommandations des inspecteurs de l'AIEA, la Commission pourrait-elle préciser de quelle manière elle tient compte de l'avis du Parlement et des évaluations de l'AIEA dans les négociations d'adhésion avec la Bulgarie?

Compte tenu des améliorations substantielles apportées aux unités 3 et 4 de Kozloduy entre 1991 et 2002, qui, selon la mission d'évaluation de sûreté nucléaire de l'AIEA menée en 2002, remédient à tous les problèmes de sûreté initialement observés et permettent à ces unités de satisfaire aux normes de sûreté nucléaire de l'AIEA, eu égard à l'existence en Bulgarie d'une instance de réglementation nucléaire indépendante et dotée de personnel spécialisé, et sachant que, dans le cadre du volet énergétique des négociations de la Conférence d'adhésion, l'Union européenne demande que ces réacteurs soient rapidement fermés, la Commission pourrait-elle préciser de quelle manière elle compte appliquer les principes de la Convention sur la sûreté nucléaire pour résoudre la question des tranches 3 et 4 de la centrale de Kozloduy?